



Convention d'apport d'un fond associatif avec droit de reprise

Entre les soussigné·e·s :

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

_____ ,

Tél : _____ Courriel : _____ .

désigné·e ci-après *l'apporteur·euse*, d'une part,

Et l'association « **Pikez !** », association loi 1901 immatriculée W291006863 au RNA et dont le siège social est situé à 29200 BREST, représentée par :

Nom, prénom : _____, adhérent·e
dûment habilité·e aux fins des présentes,

désignée ci-après *l'association*, d'autre part.

Exposé des motifs :

L'association a notamment pour objet de construire un lieu de rencontres et d'échanges pour héberger les activités de la radio et de l'association en général, et rendre ces activités accessibles et ouvertes à tout le monde.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 –Objet de l'apport et contreparties :

Cet apport est destiné exclusivement à financer l'achat d'un local à Brest, de couvrir les frais associés à cet achat (frais de notaire, travaux éventuels,...) et les dépenses de fonctionnement dudit local (charge de copropriété, factures des fluides,...).

En contrepartie de l'aide financière, l'association s'engage à transmettre à l'apporteur·euse, dès leur établissement une copie de son bilan et de ses comptes de résultats annuels détaillés (et au plus tard 3 mois après la clôture de son exercice comptable) ainsi que de son rapport d'activité.

L'apporteur·euse se donne le droit de vérifier à tout moment la bonne affectation de cet apport.

L'apporteur·euse doit être membre de l'association, l'adhésion n'étant pas soumise au paiement d'une cotisation.

Article 2 –Montant de l'apport avec droit de reprise :

L'apporteur·euse fait apport avec droit de reprise à l'association, qui accepte, dans les conditions énoncées à la présente convention, d'une somme de _____ €,

soit _____ euros (*en toutes lettres*), afin de compléter ses fonds associatifs.



Article 3 -Droit de reprise de l'apport :

Toutes les sommes versées, sans intérêt⁽¹⁾, en exécution du présent fond associatif seront exigibles de plein droit, dans les cas suivants :

- Si l'association n'a pas acheté de local dans les 2 années suivant la signature de cette convention,
- En cas de fusion, scission ou dissolution de la l'association,
- En cas de non-respect des obligations de l'association, détaillés dans l'article 4 de la présente convention.

Article 4 -Non respect des obligations de l'association :

Le non-respect par l'association de ses obligations définies à l'article 1 ci-dessus entraînera automatiquement la possibilité pour l'apporteur·euse d'exiger le remboursement immédiat de l'apport. De même en cas de non-paiement d'une échéance à la date fixée dans l'échéancier, l'apporteur·euse pourra prononcer la déchéance du terme et demander le remboursement immédiat et intégral des sommes restant dues.

Article 5 -Modalités de versement de l'apport :

Le versement s'effectuera en totalité à la signature des présentes.

Article 6 -Enregistrement :

La présente convention pourra être enregistrée aux frais de la partie qui en prendra l'initiative.

Fait en deux exemplaires à _____, le _____

L'apporteur·euse

L'association

Coordonnées bancaires de l'association :

IBAN : FRXX XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Code BIC : XXXXXXXXXXX

Titulaire du compte : XXXXXXXXXXXXXXXXXXX

⁽¹⁾ La somme remboursée n'est assorti d'aucun intérêt conformément à la loi de 1901